

COLLECTION GREEN LAND

# REVUE DES SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT



## Indexation



REVUE SEMESTRIELLE / N° 007 / JUIN 2025

ISSN : 1987 - 1511

E-mail : [revuemiri09@gmail.com](mailto:revuemiri09@gmail.com)

Tel. +237 6 99 56 34 79 / +223 94 61 09 74

Bamako – Mali

## **EQUIPE EDITORIALE**

### **Directeur de Publication**

M. Konan Lewis OSCAR

### **Directeur Adjoint**

Mme Eliane KY

### **Comité scientifique et de lecture**

Pr Mahamadé SAVADOGO (Professeur des Universités, Philosophie politique, Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Issa N'DIAYE (Professeur des universités, Philosophie politique, Bamako, Mali)

Pr Jean Maurice MONNOYER (Professeur des Universités, Philosophie-métaphysique Aix-Marseille I, France)

Pr Isabelle BUTERLIN (Professeur des Universités, Philosophie, Aix-Marseille I, France)

Pr Akissi GBOCHO (Professeur des Universités, Philosophie, Félix Houphouët Boigny, Cote d'Ivoire)

Pr Abdoulaye Mamadou TOURE (Professeur des Universités, Philosophie-Société, UGLC SONFONIA, Conakry, Guinée)

Pr Jacques NANEMA (Professeur des Universités, Philosophie, Joseph Ki Zerbo, Ouagadougou, Burkina-Faso)

Dr Mamoutou Karamoko TOUNKARA (Maitre de conférences, Sociologie, FASSO, Ségou, Mali)

Dr Nacouma Augustin BAMBA (Maitre de conférences, Philosophie politique, FSHE, Mali)

Dr Tamba DOUMBIA (Maitre de conférences, Sciences de l'éducation-Société, FSHSE, Mali)

Dr Ibrahim CAMARA (Maitre de conférences, Sciences de l'éducation-Société, ENSup, Mali)

Dr Sigame Boubacar MAIGA (Maitre de conférences, Philosophie politique et sociale, ENSup, Mali)

Dr Iba Bilina BALLONG (Maitre de conférences, Philosophie, Lomé, Togo)

Dr Fousseyni TOURE (Maitre-assistant, Anthropologie, I.P.U, Bamako, Mali)

Dr Mody SISSOKO (Maitre-assistant, Sociologie-Education, ENSup, Mali)

Dr Diala DIAKITE (Maitre-assistant, Sociologie, ENSup, Mali)

Dr Moussa COULIBALY (Maitre-assistant, Sociologie, FSHSE, Mali)

Dr Souleymane KEITA (Maitre-assistant, Philosophie, FSHSE, Mali)

Dr Chiaka DOUMBIA (chargé de cours à l'Université de Ségou (Mali) FASSO)

Dr Djibril KEITA (Pédologue)

Dr Françoise DIARRA (Maitre-assistant, Philosophie de l'environnement, FSHSE, Mali)

Dr Adama KONATE (Maitre-assistant, Sciences de l'environnement, Faculté des Sciences de l'Histoire et de Géographie)

### **Rédacteur en chef**

Mme Fatoumata BAMBA

### **Secrétariat de la revue**

M. Souleymane COULIBALY

### **Bamako-Mali**

**E-mail :** revueenvironnement@yahoo.com

**Tel.** (00223) 76 37 87 25

## **Présentation de la Collection**

La Revue des Sciences de l'Environnement est une collection périodique spécialisée du Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS) et de ses partenaires dans le but de renforcer et d'innover la recherche dans les domaines de l'écologie, l'éthique environnementale, l'agroécologie, la biologie, la biochimie, la chimie environnementale, la pédologie, la géologie, la géomorphologie, la géographie, la climatologie et dans toutes les disciplines des sciences du vivants et de la terre.

Les objectifs généraux de la revue portent sur la valorisation de la recherche environnementale et du développement durable à travers la diffusion des résultats d'avancées et découvertes scientifiques, des croisements d'informations, des comptes-rendus d'expériences et de la synthèse des données.

Son objectif spécifique est de redynamiser la production et le partage des projets de recherche scientifique et technologique sur les défis écologiques du changement climatique, l'éthique et la responsabilité environnementale, la crise démographique et les politiques environnementales en Afrique.

## SOMMAIRE

***Boureima SAWADOGO, Amadou ZAN, Hamidou SANFO, Joachim  
BONKOUNGOU***

Perception locale de la conservation de la forêt classée de Tiogo (FCT) face à une forte dépendance aux ressources forestières.....1

***Brice Didier Celce KOUMBA MABERT***

Environnement physique du littoral nord du Gabon : de l'estuaire du Komo à l'estuaire de la Mondah.....15

***Bassy KANOUTE***

Analyse statistique de l'impact socio-économique de l'orpillage artisanal au mali : profils des acteurs, revenus et conditions de travail.....41

# PERCEPTION LOCALE DE LA CONSERVATION DE LA FORÊT CLASSÉE DE TIOGO (FCT) FACE À UNE FORTE DÉPENDANCE AUX RESSOURCES FORESTIÈRES

**Boureima SAWADO**, Docteur  
Université Norbert ZONGO, Département de géographie  
Email: [boursawa55@gmail.com](mailto:boursawa55@gmail.com)

**Amadou ZAN**, Docteur  
Université Norbert ZONGO, Département de géographie  
Email: [demanizan@gmail.com](mailto:demanizan@gmail.com)

**Hamidou SANFO**, Docteur  
Dray Spring Christian University/ Département communication et sciences humaines  
Email : [sanfouhamidou98@gmail.com](mailto:sanfouhamidou98@gmail.com)

**Joachim BONKOUNGOU**, Maître de recherche  
Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA)  
Centre de Recherches Environnementales, Agricoles et de Formation (CREAF)  
Email : [Joachbonk@gmail.com](mailto:Joachbonk@gmail.com)

## Résumé

La dégradation accélérée des écosystèmes forestiers constitue l'un des défis majeurs pour la durabilité environnementale à l'échelle mondiale. Au Burkina Faso, ce processus est exacerbé par une croissance démographique soutenue, qui accentue la pression exercée sur les ressources naturelles. La Forêt Classée de Tiogo (FCT), située dans la région du Centre-Ouest, illustre de manière emblématique cette dynamique. Cet article se propose d'analyser les perceptions des populations locales à l'égard des initiatives de conservation mises en œuvre dans la Forêt Classée de Tiogo (FCT), dans un contexte marqué par une forte dépendance aux ressources forestières pour la subsistance. L'étude repose sur une méthodologie qualitative et quantitative combinée, intégrant des entretiens semi-directifs et des discussions de groupe. L'échantillonnage couvre l'ensemble des 15 villages riverains de la FCT, avec la réalisation de 172 enquêtes individuelles et de 15 focus groups. Les résultats révèlent que les communautés reconnaissent unanimement les bénéfices liés à la conservation de la forêt. Néanmoins, l'analyse des comportements vis-à-vis des restrictions d'accès à la FCT révèle une conformité partielle : 51 % des enquêtés déclarent s'y conformer occasionnellement, 11 % de manière systématique, tandis que 36 % admettent transgresser régulièrement les règles en vigueur. Cette situation reflète des divergences d'intérêts entre les acteurs locaux, donnant lieu à des exploitations illicites, sources de tensions et de conflits. Dans ce contexte, la promotion des techniques de conservation des eaux et des sols (CES), l'agroforesterie, ainsi que le développement d'activités génératrices de revenus durables,

apparaissent comme des leviers essentiels pour une gestion durable de la FCT. La sensibilisation et la formation des populations à une exploitation rationnelle des ressources naturelles constituent également des atouts majeurs. Pour garantir une gestion à la fois efficace et durable de la FCT, il est indispensable d'adopter une approche participative fondée sur une vision à long terme.

**Mots clés:** Perception locale, Conservation forestière, Forêt Classée de Tiogo, Burkina Faso

### **Abstract**

The accelerated degradation of forest ecosystems is one of the major challenges to environmental sustainability on a global scale. In Burkina Faso, this process is exacerbated by sustained population growth, which increases pressure on natural resources. The Tiogo Classified Forest (FCT), located in the Central-West region, exemplifies this dynamic. This article aims to analyze local populations' perceptions of conservation initiatives implemented in the Tiogo Classified Forest (TCF), in a context marked by a strong dependence on forest resources for subsistence. The study is based on a combined qualitative and quantitative methodology, including semi-structured interviews and focus group discussions. The sample covers all 15 villages surrounding the FCT, with 172 individual surveys and 15 focus groups conducted. The results reveal that communities unanimously recognize the benefits of forest conservation. However, an analysis of behavior regarding access restrictions to the FCT shows partial compliance: 51% of respondents report occasional compliance, 11% comply systematically, while 36% admit to regularly violating the established rules. This situation reflects diverging interests among local stakeholders, leading to illegal exploitation, which in turn causes tensions and conflicts. In this context, the promotion of water and soil conservation (WSC) techniques, agroforestry, and the development of sustainable income-generating activities appear to be essential levers for sustainable management of the FCT. Raising awareness and training local populations in the rational use of natural resources are also key assets. To ensure both effective and sustainable management of the FCT, it is crucial to adopt a participatory approach based on a long-term vision.

**Keywords:** Local perception, Forest conservation, Tiogo Classified Forest, Burkina Faso

## **Introduction**

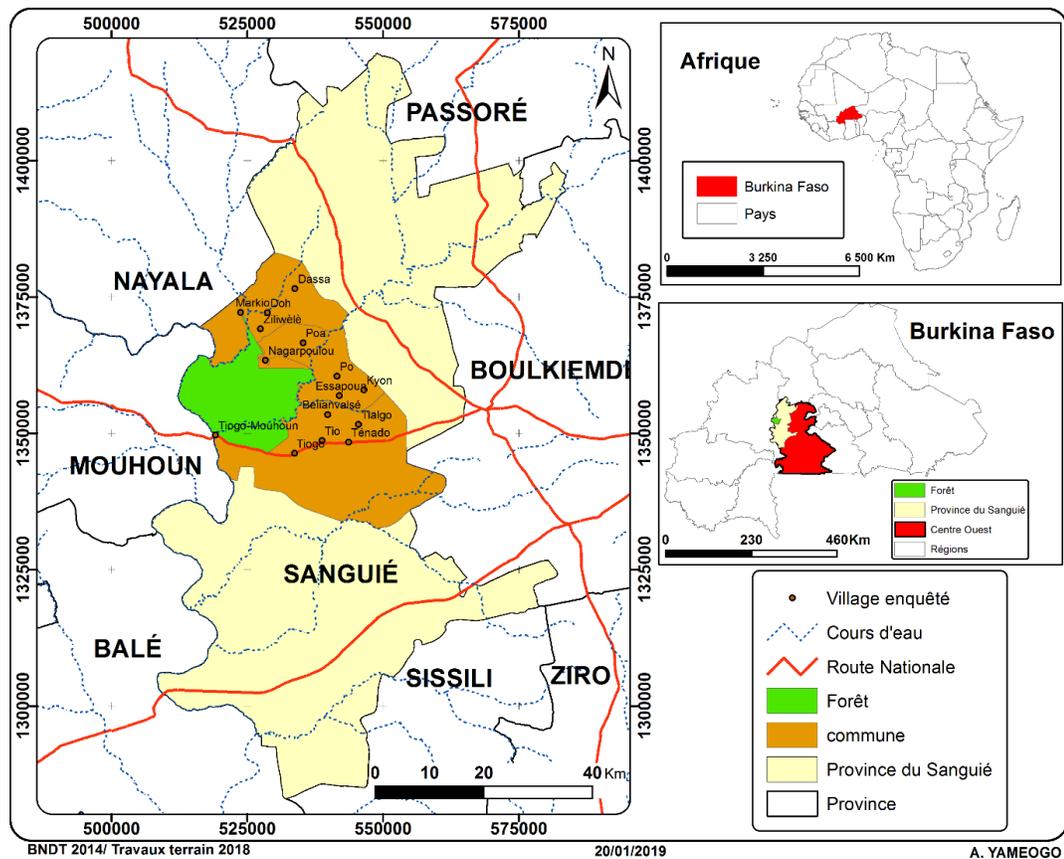
La déforestation des écosystèmes forestiers constitue un enjeu majeur pour la durabilité environnementale à l'échelle mondiale. Cette situation est encore plus préoccupante dans les pays en développement où les populations locales dépendent fortement des ressources naturelles pour leur subsistance. En Afrique de l'Ouest, les aires protégées, bien que juridiquement protégées, subissent toujours des pressions croissantes liées aux activités humaines, mettant en péril leur intégrité écologique. La Forêt Classée de Tiogo (FCT), située dans la région du centre-Ouest au Burkina Faso, illustre parfaitement cette problématique. En raison de sa proximité géographique et de sa forte capacité de production, la forêt constitue la principale source d'approvisionnement en bois de chauffe pour la province du Sanguié et la ville de Koudougou. Par ailleurs, elle offre aux bœufs des conditions écologiques et sanitaires plus favorables que celles observées dans les régions du sud du pays. Malgré son statut de forêt classée et son importance sur les plans socio-économique et écologique, la FCT fait face à de multiples pressions et bénéficie très peu de mesures de conservation (Nitiema B. et al., 2024, p.). La dégradation résulte principalement des feux de brousse, de l'exploitation du bois et des activités agricoles, tandis que des facteurs structurels comme la pauvreté, la pression démographique et la proximité des populations riveraines en constituent les causes indirectes (Konaté et al., 2024, p.59). Selon Sawadogo B. et al. (2022, p.245), les limites de la forêt, contestées par plusieurs villages riverains, intensifient ainsi la pression anthropique exercée sur cet écosystème déjà fragilisé.

Dans ce contexte, la perception locale des mesures de conservation devient un élément clé pour comprendre les dynamiques entre protection de la biodiversité et besoins socio-économiques. Cette étude vise à analyser les perceptions des populations locales à l'égard des initiatives de conservation mises en œuvre dans la Forêt Classée de Tiogo, dans un contexte marqué par une forte dépendance aux ressources forestières pour la subsistance. Il s'agit d'évaluer les interactions entre pratiques locales, représentations sociales de la forêt et acceptabilité des politiques de gestion durable, afin de proposer des pistes pour une gouvernance participative et adaptée aux réalités du terrain. La méthodologie de recherche repose sur une combinaison d'entretiens, d'enquêtes, de groupes de discussion (focus groups) et d'une analyse documentaire.

### **1. La forêt classée de Tiogo : Enjeux et cadre de gestion**

## 1.1. Présentation de la forêt classée de Tiogo

La Forêt Classée de Tiogo (FCT), localisée entre les coordonnées géographiques 2°39' et 2°52' de longitude ouest, ainsi que 12°11' et 12°24' de latitude nord. Elle s'étend à cheval sur les départements de Kyon et Ténado, au cœur de la province du Sanguié, dans la région du Centre-Ouest du Burkina Faso. Elle a été classée par le régime colonial, conformément à l'arrêté n° 114/SE du 17 janvier 1940, et couvre une superficie estimée à environ 30 000 hectares.



Le terme Tiogo est formé de deux éléments : « Tio », un village situé à cheval entre Ténado et Tiogo, et « go », qui signifie « brousse ». Ainsi, Tiogo signifie littéralement « la brousse de Tio ». Selon l'entretien mené avec le chef de terre de Tio, le fondateur de Tiogo, un homme nommé BAKO, serait originaire de Tio. Il aurait quitté le village avec toute sa famille pour s'installer dans la brousse voisine, posant ainsi les bases de la future localité de Tiogo. Les populations locales se souviennent qu'elles n'ont pas été consultées lors du classement de la forêt, également appelée « Nassara-gao », ce qui signifie « forêt du Blanc » (Hagberg et al., 1996 cités par Savadogo P., 2002).

La population riveraine de la forêt de Tiogo est majoritairement composée d'autochtones Léla, appartenant au groupe ethnique Gourounsi, ainsi que de migrants Moosé, Peuls, Samos et Maliens. Le peuplement s'est opéré de manière progressive, en plusieurs phases. Selon Yelkouni M. (2004, p. 559), le régime de propriété de cette ressource forestière est de nature publique. L'organisation communautaire autour de la gestion de la forêt a émergé avec la création des Groupements de Gestion Forestière (GGF), dans le cadre des travaux d'aménagement de la forêt de Tiogo, entamés en 1983 avec l'appui du projet UNSO/SUÈDE « Bois Collectifs et Familiaux ». L'exploitation du bois mort par les groupements a commencé en 1985. L'avant-projet du plan d'aménagement forestier a été élaboré en 1990, suivi par l'installation du Chantier d'Aménagement Forestier (CAF) en 1993. En 1998, les GGF et l'Union des Groupements de Gestion Forestière (UGGF) ont été officiellement mis en place. Initialement cogéré avec la Direction Régionale de l'Environnement et du Cadre de Vie (DRECV) du Centre-Ouest, le CAF a acquis son autonomie en 2004. Il se compose de onze (11) Unités d'Aménagement Forestier (UAF), chacune subdivisée en quinze (15) parcelles.

Chacun des quinze (15) villages riverains de la FCT a mis en place un Groupement de Gestion Forestière (GGF), dont un groupement exclusivement féminin établi à Tiogo-Mouhoun. Ces GGF sont fédérés au sein de l'Union des Groupements de Gestion Forestière (UGGF), qui intègre également deux (2) groupements de pêcheurs, un (1) groupement d'éleveurs et une (1) association de chasseurs. L'UGGF est administrée par un Conseil de gestion, élu parmi ses membres, chargé de la gestion administrative et financière du Chantier d'Aménagement Forestier (CAF). Un contrat de concession a été signé entre l'UGGF et le ministère en charge de l'environnement, officialisant ainsi le principe de cogestion. Le financement de l'union provient principalement de la vente du bois ainsi que de dons de projets, notamment de la Direction Régionale de l'Environnement et du Cadre de Vie (DRECV, 2018). Par ailleurs, l'UGGF est membre de la Fédération Nationale des Unions des Groupements de Gestion Forestière (FENUUGF). Son assemblée générale se réunit deux fois par an, et le siège du CAF est situé à Tiogo.

La population des villages riverains était estimée à 33 915 habitants en 1996. En 2006, elle est passée à environ 86 603 habitants, selon les données de l'INSD (1996 et 2006). Parmi les trois communes qui bordent la forêt, Ténado est la plus peuplée avec 21 049 habitants, suivie de Kyon

(10 774 habitants) et de Dassa (7 824 habitants). La répartition par sexe montre une prépondérance féminine, avec 43 055 femmes (soit 53,42 % de la population) contre 37 540 hommes (46,57 %) (INSD, 2006). Comme dans l'ensemble du pays, la structure par âge est marquée par une forte proportion de jeunes. Cette jeunesse dynamique pourrait, à terme, accentuer la pression sur les ressources naturelles, en fonction des types d'activités exercées par la population. Enfin, selon le dernier recensement de l'INSD (2019), la population des trois communes riveraines de la forêt était estimée à 105 085 habitants, confirmant une forte croissance démographique. Cette évolution devrait logiquement avoir des répercussions importantes sur la gestion durable des ressources locales, en particulier forestières. L'activité principale des populations riveraines est centrée sur la production de bois de feu, destinée à satisfaire une demande croissante en provenance des centres urbains, notamment Koudougou et Ouagadougou. Par ailleurs, la fertilité des sols de la région constitue un facteur d'attractivité, entraînant une immigration importante qui accroît la pression sur les ressources végétales. Cette pression est aggravée par plusieurs pratiques non durables, telles que la coupe illégale de bois, les pâturages incontrôlés et les feux de brousse, qui contribuent à la dégradation progressive de l'écosystème forestier.

## **1.2. Techniques, outils de collecte et traitement des données**

Les données recherchées n'ont de pertinence que si elles sont collectées sur des sites appropriés. Ainsi, des enquêtes ont été menées dans les 15 villages riverains de la forêt, à savoir : Balivarsé, Tiogo, Tio, Tiogo Mouhoun, Kyon, Ténado, Dassa, Poa, Essapoun, Po, Divelè, Markyo, Tialgo, Nagarpoulou et Ziliwèl. Le choix de ces villages a été facilité par la collaboration de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Eau et de la Conservation des Forêts (DREEVCC). La sélection des ménages sur le terrain a été effectuée selon un tirage raisonné, prenant en compte la situation matrimoniale et le statut (autochtone ou allochtone) des enquêtés. Cette approche vise à mieux comprendre l'impact de la gestion forestière sur les différentes couches sociales. Au total, 82 femmes et 90 hommes ont été interrogés, représentant une population estimée à 185 680 habitants dans les 15 villages riverains. Parmi les participants, 144 ménages sont d'autochtones et 28 chefs de ménages d'allochtones. En tout, 172 fiches d'enquête individuelle ont été administrées. Les entretiens ont été réalisés dans plusieurs localités, notamment Ouagadougou, Koudougou, Reo, Dassa, Ténado et Kyon. Ils se sont divisés en entretiens individuels et en groupes de discussion.

Les entretiens individuels ont impliqué des responsables des services de l'État, des autorités communales et des acteurs de la société civile, tels que les Groupements de Gestion Forestière (GGF), les responsables de groupements de femmes et les autorités coutumières. Au total, 15 entretiens individuels ont été réalisés, comprenant 5 représentants des services déconcentrés de l'État, 3 responsables des collectivités territoriales, 3 autorités coutumières et 4 représentants d'associations et de groupements. Les groupes de discussion ont été organisés dans chaque village riverain, avec un total de 15 focus groups. La participation a été ouverte à tous, sans distinction d'âge ni de sexe. Le questionnaire a principalement abordé la perception des riverains concernant la gouvernance FCT, les modes d'accès aux ressources forestières, les retombées socio-économiques, ainsi que la dynamique des espèces animales et végétales.

## **2. Résultats : Perception locale de la conservation et conflits d'intérêts**

### **2.1. Représentations des populations envers la conservation**

La perception de la réglementation de la FCT révèle que les communautés reconnaissent à l'unanimité les bénéfices liés à la conservation de cette forêt classée. Selon elles, sans le classement instauré à l'époque coloniale et les multiples interventions des services forestiers, la forêt aurait disparu sous la pression de l'expansion agricole. Le président des Groupements de Gestion Forestière (GGF) souligne que la gestion durable de la FCT requiert des ressources matérielles, techniques et humaines considérables. Il insiste sur le fait que, sans le soutien de l'État et l'engagement des agents forestiers, aucun village ne pourrait assurer efficacement la préservation de sa portion de forêt.

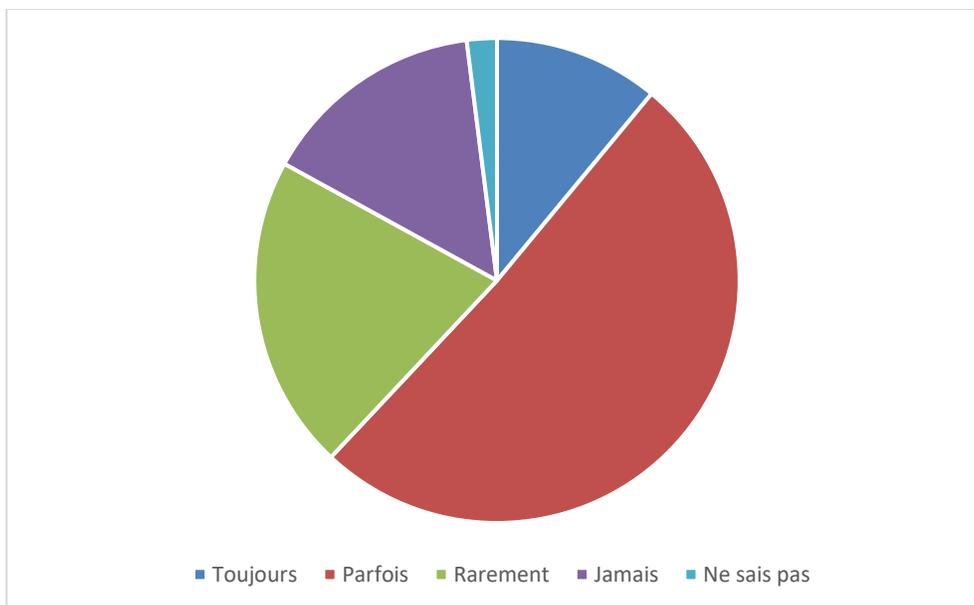
Cependant, les autorités coutumières et religieuses notamment les chefs de terres déplorent une gestion inefficace de la FCT par les Groupements de Gestion Forestière (GGF) et les agents forestiers. Ainsi, il ressort que la recherche de profit est souvent privilégiée au détriment des objectifs écologiques, ce qui nuit à une gestion durable des ressources. Les autorités coutumières accusent également les forestiers d'attribuer des autorisations d'exploitation sans assurer un suivi adéquat, facilitant ainsi la coupe illégale du bois vert et l'exploitation abusive de certaines espèces fruitières, en violation de la réglementation en vigueur. Les tensions entre les autorités coutumières et les exploitants de bois sont aggravées par le manque de concertation, notamment au sujet des espèces protégées par les lois coutumières à Tiogo. Il ressort des entretiens que certaines espèces

telles que *Parkia biglobosa*, *Tamarindus indica*, *Vitellaria paradoxa*, *Bombax costatum* et *Lannea microcarpa* sont considérées comme sacrées, et que leur exploitation est soumise à des règles strictes. En particulier, la cueillette des fruits immatures de ces espèces est formellement interdite selon les normes coutumières. L'absence de collaboration fluide entre les chefs coutumiers et les gestionnaires légaux notamment les GGF et les forestiers alimente une perception majoritairement négative parmi les populations locales. Selon les résultats de l'enquête, 54 % des répondants estiment que la gestion actuelle de la forêt a un impact moyen sur leurs conditions de vie, 41 % considèrent qu'elle a un impact négatif, et seulement 5 % déclarent qu'elle contribue positivement à l'amélioration de leur bien-être. Cette situation souligne la nécessité de renforcer la coopération entre les différents acteurs de la gestion forestière, tout en intégrant de manière effective les pratiques et savoirs coutumiers dans les stratégies de conservation et d'exploitation. L'absence d'une approche cohérente, inclusive et participative risque de compromettre la durabilité des ressources forestières et d'aggraver les inégalités socio-économiques au sein des communautés riveraines.

## **2.2. Attitudes face aux restrictions d'accès et aux mesures de protection**

Les résultats de l'enquête sur le respect des restrictions d'accès à la FCT (figure 1) révèlent une conformité partielle largement dominante. En effet, 51 % des répondants déclarant les respecter « parfois », tandis que seuls 11 % affirment s'y conformer systématiquement. À l'inverse, 36 % admettent les enfreindre fréquemment. Cela montre un niveau préoccupant de non-conformité capable de compromettre les objectifs de conservation. Le faible taux de réponses « Ne sait pas » (2 %) indique que ce comportement n'est pas lié à une ignorance des règles, mais plutôt à une adhésion conditionnelle, influencée par la perception de la légitimité des restrictions, le manque de contrôle effectif, ou encore la tolérance sociale à l'égard des infractions. Ces résultats révèlent un déficit de gouvernance efficace de la FCT. À ce titre une meilleure articulation entre régulation formelle, acceptabilité sociale et co-construction des normes d'usage s'impose. Cette situation est à l'origine des tensions entre les différents acteurs sensés collaborés.

**Figure 1 :** Comportement des usagers face aux restrictions d'accès à la FCT



Source : Enquête terrain, 2024

### 2.3. Conflits et tensions entre conservation et exploitation

La gestion de la FCT est à l'origine de nombreux conflits. Ces tensions sont en majeure partie liées à la divergence d'intérêts entre les acteurs. En effet, 65,7% des personnes interrogées reconnaissent entretenir des rapports conflictuels avec les structures en charge de la forêt contre 33,72% qui collaborent avec ces structures. Il ressort que les conflits entre orpailleurs et forestiers sont les plus fréquents dans la FCT. Ils sont évoqués par 83,72% des personnes interrogées. Selon les forestiers, depuis 2014, la population s'adonne à la pratique de l'orpaillage dans la forêt avec usage des produits chimiques comme le cyanure et le mercure. Les multiples répressions des agents forestiers, de la police et de la gendarmerie qui ont constitué une équipe « mixte » à cet effet ont conduit les orpailleurs à travailler plus la nuit que la journée. Le site de Nagarpoulou que nous avons visité montre une forêt complètement décimée et qui laisse place à des trous. Les conflits entre agriculteurs et forestiers ont été mentionnés par 81,72% des personnes enquêtées. Ils sont liés à la pratique de l'agriculture dans la forêt. En effet, la croissance démographique et les changements climatiques notamment la dégradation des sols ont entraîné une insuffisance des terres cultivables. Le recours à la FCT est donc vu comme alternative pour la communauté locale. Les conflits entre forestiers et éleveurs constituent le troisième type de conflit le plus évoqué par les enquêtés avec une proportion de 69, 19% après ceux des orpailleurs-agents forestiers et agriculteurs-agents

forestiers. Les conflits entre agents forestiers et chasseurs sont cités par 45,93% et 58,72% soulignent les conflits entre population et chefs coutumiers. Les conflits forestiers-éleveurs s'explique par le non-respect des heures de pâture (de 6h à 18h), l'installation des parcs dans la forêt et la mutilation des arbres par les éleveurs. 40,70% des enquêtes citent les conflits Entre GGF. Les conflits entre autochtones et allochtones sont cités par 8,72% des interviewés. Ce type de conflit est liés à la mauvaise gestion des retombées issues de la forêt et des projets intervenant dans la forêt, aux jeux d'intérêt et à l'exclusion de certains groupes sociaux dans les groupements de gestion Les personnes interrogées parlent également de la présence des conflits inter-villages. La proportion des enquêtes citant ce type de conflit est de 5,23%. Les conflits entre Agriculteur-éleveurs dans la forêt sont évoqués par 4,06% de nos enquêtés.

### **3. Discussion**

L'analyse de la perception de la conservation de la FCT révèle que les populations locales sont conscientes de l'importance de la conservation des ressources naturelles. Toutefois, la divergence d'intérêts entre les différents acteurs conduit à des exploitations frauduleuses, sources de tensions et de conflits. Ce constat rejoint les observations d'autres auteurs au Burkina Faso, notamment Bonkougou J. et al.(2019), SAWADOGO B. et al.(2025) (Yelkouni M. 2004b). Les travaux de Bonkougou J. et al. (2019) et Zabré N. (2019) ont montré que l'autonomisation de la gestion au profit des populations locales peut s'appuyer sur les contrats divers entre l'État et le privé et/ou les communautés. Les GGF ne rendent pas compte aux populations locales et semblent être les seuls bénéficiaires locaux de cette gestion centralisée de l'État. Pour le FCT, les recherches menées par Yelkouni M. 2004b confirment que les forestiers sont souvent perçus par les populations comme des usurpateurs des ressources. Cette perception négative constitue un frein majeur à toute initiative de cogestion ou de conservation participative. Une implication réelle des communautés locales dans la prise de décision concernant les aires protégées s'avère donc essentielle. Cela passe par un renforcement du dialogue entre les gestionnaires étatiques et les acteurs locaux. La gestion traditionnelle, bien qu'affaiblie par les systèmes modernes, est perçue par de nombreux auteurs comme plus équitable, participative et durable. Elle pourrait utilement compléter, voire inspirer, les approches modernes. Certaines règles de gestion mises en place par les autorités traditionnelles continuent d'être respectées par les communautés. Les principales transgressions sont souvent le

fait d'acteurs extérieurs, notamment des commerçants de bois, qui profitent de la faiblesse du dispositif de surveillance, elle-même liée à un manque de personnel forestier.

Par ailleurs, la promotion des techniques de conservation des eaux et des sols (CES), telles que le Zaï, les demi-lunes ou les cordons pierreux, apparaît déterminante pour restaurer les terres dégradées et freiner l'occupation anarchique des zones forestières. L'agroforesterie et le développement d'activités génératrices de revenus durables dans les villages riverains constituent également des leviers importants. En effet, la pauvreté exacerbe la pression anthropique sur les forêts et nécessite une attention particulière. Comme l'ont souligné Magrin et al. (2006), le développement local repose sur la mobilisation endogène des acteurs autour d'un projet de territoire, valorisant les ressources locales au service d'un développement productif. Le FCT pourrait ainsi devenir un pôle de croissance pour les communes riveraines, à condition de mettre en place une planification rigoureuse et un véritable partage de pouvoir entre les autorités communales et les services en charge de sa gestion.

La gestion durable des ressources naturelles exige une approche participative, une vision à long terme, et le respect des principes d'équité et de genre. La sensibilisation et la formation des populations à l'exploitation raisonnée des ressources naturelles sont essentielles. Il convient également de redynamiser les GGF. Leur légitimité doit s'appuyer sur des règles de gouvernance transparentes, démocratiques et partagées avec les structures étatiques. Le népotisme, la corruption et les abus de pouvoir doivent être strictement proscrits.

## **Conclusion**

La conservation de la Forêt Classée de Tiogo (FCT) révèle les tensions inhérentes entre les objectifs de préservation environnementale et les réalités socioéconomiques des communautés riveraines. Globalement, l'importance écologique et les bénéfices à long terme liés à la conservation forestière sont reconnus par les populations locales. Toutefois, leur adhésion aux mesures de restriction reste partielle, ce qui met en évidence un déficit de gouvernance inclusive et un manque d'alternatives économiques viables. Face à ce constat, il est indispensable de promouvoir une gouvernance participative, en associant les communautés locales à la définition et à la mise en œuvre des règles de gestion. De même, la diversification des sources de revenus, à

travers des activités durables, constitue une voie prometteuse pour réduire la pression sur la forêt. La sensibilisation et la formation à la gestion durable des ressources naturelles sont également essentielles. Cette étude peut ainsi servir de base pour d'autres recherches sur la gestion participative des forêts classées au Burkina Faso. Une comparaison avec d'autres zones protégées permettrait d'identifier les bonnes pratiques et de contribuer à l'amélioration des politiques de conservation à l'échelle nationale.

## **Références bibliographiques**

Bonkougou J., Compaoré J., Traoré F. (2019). Atouts et faiblesses d'une gestion autonome des forêts classées impliquant les populations locales au Burkina Faso, p.195–200

Konaté I., Ilboudo D., Dayamba SD, et al (2024). Dynamique d'occupation et d'utilisation des terres dans la Forêt Classée de Tiogo au Burkina Faso : caractérisation, moteurs et impacts sur la diversité et le stock de carbone ligneux. *Bois et Forêts des Tropiques*, p.41–64

Magrin G, Seck SM, Fall SM (2006) Ressources territoriales des communautés rurales et développement local : un rendez-vous manqué de la décentralisation au Sénégal ? In : Forum sous-régional du GRDR sur le développement local : migration, citoyenneté, développement Bassin du fleuve Sénégal, Saint-Louis, 13 au 16 décembre 2006. <https://agritrop.cirad.fr/540596/>. Accessed 7 Jun 2024

Nitiema B., Hien S, Traore L., et al (2024). Caractérisation des services écosystémiques du Chantier d'Aménagement Forestier de Tiogo au Burkina Faso. *Int J Bio Chem Sci* 18:904–916. <https://doi.org/10.4314/ijbcs.v18i3.14>

Savadogo P (2002) Pâturages de la forêt classée de Tiogo : diversités végétale, productivité, valeur nutritive et utilisations. Université Polytechnique de Bobo Dioulasso, Bobo-Dioulasso, 105p.

Sawadogo B., Yaméogo A., Zabre N, Bonkougou J. (2022). Impacts des actions Anthropiques sur la dynamique de la forêt classée de Tiogo (FCT) Dans un contexte de gouvernance centralisée. *Int J Progress Sci Technol*, pp.240–250

Sawadogo B, Zabré N.G., Bonkougou J. (2025). Analyse des déterminants d'occupation des terres dans le Ranch de Gibier de Nazinga (RGN) dans un contexte de Gouvernance Centralisée. *Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales*, pp.354–367

Yelkouni M (2004a) La gestion communautaire : une alternative pour la forêt de Tiogo au Burkina Faso. *RERU*, pp.557–578

Yelkouni M (2004b) Gestion d'une ressource naturelle et action collective : le cas de la forêt de Tiogo au Burkina Faso. PhD thésis, Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I, p.249

Zabré N (2019) Gouvernance forestière au Burkina Faso : le co-développement d'un protocole de gestion comme alternative à la gestion de la forêt classée de Tiogo. Mémoire de master de recherche, Université Joseph Ki-ZERBO, p.127

